



DOSSIER DE PRESSE

STAPS : le symptôme du sous investissement public majeur de l'université ?

Les STAPS ont été largement mis en avant de la réforme de l'entrée à l'université. Les propositions des directions des UFR sur les pré-requis, appelés finalement « attendus », ont servi de modèle à la réforme et marquent une nouvelle ère : la fin d'une démocratisation possible de l'accès aux savoirs pour tous et toutes. Dans le même temps cette logique ouvre l'illusion d'une solution rapide et immédiate au problème réel des filières universitaires qui « explosent ».

La question de l'orientation en STAPS est mal posée ou plutôt posée à l'envers. Il y a un fort attrait de la filière STAPS (61 480 étudiants), et c'est cohérent avec la place occupée par les pratiques corporelles, dont le sport, dans nos sociétés. C'est cohérent également avec le marché de l'emploi dans le milieu du sport qui croît de 3,5% par an (donnée du CEREQ) et avec l'augmentation du niveau de qualification des jeunes qui postulent sur ces emplois. La question n'est donc pas comment éviter de faire entrer des jeunes en STAPS ou d'adapter le nombre en fonction des moyens dont dispose chaque STAPS, mais comment donner les moyens à ceux-ci pour faire réussir, y compris celles et ceux qui n'ont pas suivi la filière S au lycée qui représente aujourd'hui l'archétype de l'élève attendu à l'université. C'est une question de choix politiques et donc de financement à la hauteur des besoins. La réalité c'est qu'aujourd'hui les UFR STAPS sont largement sous-dotés par rapport à leurs missions. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé un « plan d'urgence ». Actuellement le ministre suite à des mobilisations est en train de donner quelques moyens supplémentaires pour ouvrir les capacités d'accueil* l'année prochaine (environ 2000 de plus). C'est enfin un geste mais qui se fait par redéploiement (sur les moyens du second degré entre autre), et ça ne résoudra pas, loin de là, le déficit actuel.

Le problème n'est pas : comment dissuader quelques élèves d'aller en STAPS au vu de leur parcours scolaire, mais comment permettre aux STAPS de répondre aux besoins sociaux, et offrir, sans discrimination sociale, une formation et des débouchés de qualité.

En attendant les STAPS commencent à se mettre en mouvement. Les étudiants prennent conscience du problème et des répercussions sur leurs études. Une journée de mobilisation nationale des STAPS est prévue pour le 15 mars. Reste au gouvernement à prendre conscience lui aussi que son plan étudiants ne résoudra rien et n'est qu'une stratégie pour gérer les flux démographique en hausse sans investir.

* Des données chiffrées (source C3D janvier 2018) : Capacité d'accueil l'an passé de 17 345 places et on passerait (sous réserve) à 20187 soit 2842 places supplémentaires. Combien de lycéens demanderont cette filière avec le fait que le lycéen fait 10 vœux non hiérarchisés (avant oui) ? Donc comparaison avec avant sera difficile. L'an passé environ 33 000 lycéens auraient émis le vœu 1 STAPS. 10000 bacheliers se seraient vus refuser l'entrée en STAPS (source ANESTAPS).

Rappel aussi que nombre d'organisations dont la CPU sont d'accords pour demander a minima un milliard d'investissement par an supplémentaire pour au moins mettre à flot l'ESR face aux augmentations d'effectifs. Il suffit donc de prendre 1 Mds sur les 4,5 Mds de ristourne fiscale faite aux très riches par exemple.